



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

**Unité départementale Aube/Haute-Marne**

Chaumont, le 30 décembre 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24 novembre 2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **CLAS GALVAPLAST**

9, rue de la Fontaine

52320 FRONCLES

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24 novembre 2022 dans l'établissement CLAS GALVAPLAST implanté 9, rue de la Fontaine 52320 FRONCLES. L'inspection a été annoncée le 28 octobre 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CLAS GALVAPLAST
- 9, rue de la Fontaine 52320 FRONCLES
- Code AIOT : 0005701247
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'inspection s'est déroulée dans un contexte du suivi :

- de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 mai 2022 relatif aux investigations à mener et au traitement à envisager suite à l'augmentation des concentrations de certaines substances présentes dans les eaux souterraines
- de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21 mars 2022 relatif à la formation du personnel.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Formation du personnel
- Investigations relatives à une pollution de la nappe d'eaux souterraines

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 21/03/2022, article 1	/	Sans objet
2	Renforcement des prescriptions relatives au contrôle des installations	AP Complémentaire du 18/05/2022, article 2.1	/	Sans objet
3	Renforcement des prescriptions relatives au contrôle des installations	AP Complémentaire du 18/05/2022, article 2.2	/	Sans objet
4	Inventaire de puits potentiellement impactés	AP Complémentaire du 18/05/2022, article 3	/	Sans objet
5	Prescriptions relatives au traitement de la pollution des sols	AP Complémentaire du 18/05/2022, article 4.1	/	Sans objet
6	Prescriptions relatives au traitement de la pollution des sols	AP Complémentaire du 18/05/2022, article 4.2	/	Sans objet
7	Autosurveillance des eaux résiduaires	AP Complémentaire du 09/10/2018, article 7	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats ont permis d'établir :

- que les prescriptions relatives à la mise en demeure du 21 mars 2022 sont respectées, ce qui signifie que la mise en demeure est levée
- que les investigations nécessaires dans le contexte de sols pollués sont en cours, et ne nécessitent pour l'heure pas de suites administratives. Des éléments sont attendus par l'inspection des installations classées pour la fin du 1er trimestre 2023.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Mise en demeure

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 21/03/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en demeure
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Société CLAS GALVAPLAST est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite au 9, rue de la Fontaine à Froncles, de respecter dans un délai de six mois, les dispositions relatives à la formation du personnel prévues à l'article 7.4.4 de l'arrêté préfectoral n° 3374 du 18 décembre 2007 et au III de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
<b>Constats :</b> Lors du contrôle, l'exploitant présente des documents attestant d'une formation qui a été dispensée auprès des personnels manipulant des produits chimiques.  Par courriel du 12 décembre 2022, l'exploitant a transmis un document mentionnant : <i>« ZONE STOCKAGE PRODUITS CHIMIQUES - Seul les personnes spécialement formés ont accès aux dépôts de cyanures, de trioxyde de chrome et autres substancesToxiques. »</i>  Compte-tenu du fait que les personnes « spécialement formées » sont nommées sur les attestations de formation, il peut être considéré que d'un point de vue strictement réglementaire, la prescription est respectée.  Toutefois, l'inspection des installations classées encourage vivement l'exploitant à afficher le nom des personnes qui ont accès aux produits considérés à proximité du magasin de ces produits, ou à communiquer cette information par tout autre moyen, ce qui aura pour but : <ul style="list-style-type: none"><li>- pour les personnels nommément désignés, d'avoir conscience de leurs responsabilités vis-a-vis des produits qu'ils manipulent</li><li>- pour les autres personnels, d'avoir conscience qu'ils ne doivent pas manipuler ces produits.</li></ul> L'inspection des installations classées avait déjà formulé ces recommandations à l'exploitant par courriel du 6 décembre 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Renforcement des prescriptions relatives au contrôle des installations

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 18/05/2022, article 2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle des Canalisations enterrées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> À partir de la notification du présent arrêté et avec une périodicité minimale de trois ans, l'exploitant fait réaliser par un organisme compétent un test d'étanchéité des tuyaux véhiculant les effluents dangereux de l'atelier de traitement vers la station d'épuration. Les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.  En cas de défaut d'étanchéité constaté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre les dispositions permettant de traiter la pollution et ses conséquences le cas échéant.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis à l'inspection des installation classées un rapport d'essai d'étanchéité N° 2022-01-TE002 « Hydro & video » attestant de l'étanchéité de la canalisation et de ses vannes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Renforcement des prescriptions relatives au contrôle des installations

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 18/05/2022, article 2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Les dispositions de l'article 8 de l'arrêté préfectoral n° 2553 du 9 octobre 2018 sont annulées et remplacées par les prescriptions suivantes :</p> <p>« La surveillance des effets sur l'environnement est réalisée, à partir des 5 piézomètres ou puits ainsi répartis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• ouvrage amont nommé « PUIITS JACQUOTOT »</li> <li>• ouvrages aval : nommés « PUIITS COMMUNE » - « PUIITS MARCHAL » - « PIEZO STATION » et repérés sur le plan annexé au présent arrêté</li> <li>• captage de Provenchères (code BSS 03015X0003/PFAEP) selon une fréquence semestrielle (période de hautes-eaux et de basses eaux) et pour les paramètres : cyanures totaux – chrome – cuivre – nickel – chrome hexavalent.</li> </ul> <p>L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise, les analyse et les interprète.</p> <p>Les résultats de ces mesures, leurs analyses et leurs interprétations sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Lorsque la surveillance environnementale sur les eaux souterraines fait apparaître une dérive, l'exploitant prend le cas échéant les mesures correctives appropriées et met en œuvre un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages.</p> <p>Il informe le préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.</p> <p>Les conditions de cette surveillance (paramètres et fréquences) pourront être modifiées par l'inspection des installations classées au vu des résultats des différentes campagnes de mesures réalisées. »</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant a fait réaliser des analyses en juin 2022 pour répondre à la demande d'analyses en basses eaux. Ces éléments ont été transmis par courriel du 30 novembre 2022 à l'inspection des installations classées.</p> <p>Par courriel du 12 décembre 2022, l'exploitant a également transmis un « RAPPORT DE PRELEVEMENT ET D'ANALYSE » comportant des commentaires sur les résultats des analyses.</p> <p>Par ailleurs, pour les prochaines campagnes, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de réaliser les mesures « basses eaux » au mois de septembre ou octobre, et non en juin.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Inventaire de puits potentiellement impactés

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 18/05/2022, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Inventaire de puits potentiellement impactés
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Dans l'attente de la mise en œuvre des dispositions prévues à l'article 4 ci-dessous, l'exploitant fait réaliser une étude hydrogéologique sans délai. Cette dernière comporte les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une exploitation des données existantes par un hydrogéologue, visant à dresser une carte piézométrique, avec relevé des ouvrages par un géomètre si nécessaire ;</li> <li>• un avis sur la pertinence de renforcer le réseau de surveillance piézométrique pour identifier la source de la pollution ou pour protéger des cibles potentielles (captage de Provenchères...) ;</li> <li>• en fonction des sens des écoulements, un inventaire des puits privés pouvant être impactés en collaboration avec la commune et le cas échéant la réalisation de prélèvements et analyses pour les métaux.</li> </ul> <p>Les résultats de cette étude sont communiqués à l'inspection des installations classées dès qu'ils sont disponibles, et au maximum sous 1 mois.</p> <p><b>Constats :</b> Suite aux discussions qui ont eu lieu lors de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées une version 2 du rapport TAUW du 6 décembre 2022 (la première version datait du 12 octobre 2022).</p> <p>Ce document :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- présente une carte piézométrique, qui nécessite toutefois selon l'exploitant des investigations complémentaires pour être livrée dans une version définitive</li> <li>- indique qu'un inventaire des puits privés a été effectué en collaboration avec la commune, qui a déclaré qu'« aucune information sur de potentiels puits dans la zone d'étude qui n'aurait pas déjà été recensés ».</li> </ul> <p>L'exploitant et son cabinet conseil indiquent que la pertinence de renforcer le réseau de surveillance sera étudiée après élaboration de la carte piézométrique définitive, au cours du 1er trimestre 2023.</p> <p>Les travaux engagés par l'exploitant nécessitent d'être menés à leur terme. Dans cette attente, compte-tenu de ces travaux engagés, l'inspection des installations classées propose de considérer que la prescription est respectée. Dans le cas où les travaux engagés par l'exploitant ne seraient pas menés à leur terme dans les délais évoqués ci-dessus, un constat de non-conformité pourra être effectué.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Prescriptions relatives au traitement de la pollution des sols

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 18/05/2022, article 4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Schéma conceptuel
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sous un délai maximal de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant réalise un schéma conceptuel, au sens de la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués accompagnant la note du 19 avril 2017 susvisée, c'est-à-dire comportant a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une identification des enjeux à protéger, (cours d'eau, nappe...) ;</li> <li>• un recueil des données existantes (études historiques et documentaire, analyses de données sur site...) ;</li> <li>• une caractérisation des milieux et des pollutions (caractéristiques du sol, de la nappe, etc., caractéristiques et comportements des polluants) ;</li> <li>• un programme d'investigations adapté (recherches de fuites potentielles, analyses des eaux souterraines, etc.) afin de caractériser et quantifier les polluants.</li> </ul> <p><b>Constats :</b> Le rapport TAUW susmentionné atteste d'un travail conséquent effectué par l'exploitant, aidé par son prestataire TAUW. Dans ce rapport, un schéma conceptuel simplifié est présentée, et il est proposé de réaliser des investigations complémentaires pour le finaliser.</p> <p>L'inspection des installations classées demande à ce que ces investigations soient effectuées dans les meilleurs délais, de façon à pouvoir bénéficier du document définitif en fin de 1er trimestre 2023.</p> <p>Dans cette attente, compte-tenu de ces travaux engagés, l'inspection des installations classées propose de considérer que la prescription est respectée. Dans le cas où les travaux engagés par l'exploitant ne seraient pas menés à leur terme dans les délais évoqués ci-dessus, un constat de non-conformité pourra être effectué.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 6 : Prescriptions relatives au traitement de la pollution des sols

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 18/05/2022, article 4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan de gestion
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En fonction des réponses apportées aux prescriptions prévues à l'article 4.1 et sous un délai maximal de six mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet au préfet et à l'inspection des installations classées un plan de gestion au sens de la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués accompagnant la note du 19 avril 2017 susvisée, c'est-à-dire en comportant a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• un volet relatif à la localisation, la quantification et la caractérisation des pollutions ;</li> <li>• un volet relatif à la définition des objectifs de traitement de la pollution ;</li> <li>• un volet relatif au plan de gestion (gestion des pollutions concentrées et non concentrées) incluant un bilan « coûts-avantages » ;</li> <li>• un volet relatif à la surveillance environnementale, en proposant le cas échéant la pose de nouveaux piézomètres. Cette étude prend en compte la nécessité de préserver le captage de Provençères ainsi que les autres ouvrages susceptibles d'être impactés. Le cas échéant, les nouveaux piézomètres sont posés.</li> </ul> <p><b>Constats :</b> L'exploitant indique que compte-tenu du fait que le schéma conceptuel n'est pas finalisé, il n'est pas en capacité de présenter un plan de gestion. Il est donc demandé à l'exploitant de produire ce document pour la fin de 1er trimestre 2023.</p> <p>Dans cette attente, compte-tenu de ces travaux engagés, l'inspection des installations classées propose de considérer que la prescription est respectée. Dans le cas où les travaux engagés par l'exploitant ne seraient pas menés à leur terme dans les délais évoqués ci-dessus, un constat de non-conformité pourra être effectué.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Autosurveillance des eaux résiduaires

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/10/2018, article 7		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance des eaux résiduaires		
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet		
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions de l'article 9.2.3 de l'arrêté préfectoral n° 3371 du 18 décembre 2007 sont annulées et remplacées par les prescriptions suivantes :  « Le rejet « A » : eaux de procédé après traitement physico-chimique (repéré à l'article 4.3.5) fait l'objet de mesures d'autosurveillance dans les conditions définies comme suit :		
paramètres	Modalité de surveillance et fréquence	
	Autosurveillance assurée par l'exploitant avec des méthodes simples ou avec recours à un laboratoire compétent	Autosurveillance assurée par un laboratoire compétent
pH	En continu avec enregistrement	trimestrielle
débit	En continu avec enregistrement	trimestrielle
MES	-	trimestrielle
DCO	-	trimestrielle
Cyanure	journalière	trimestrielle
Chrome hexavalent	journalière	trimestrielle
Chrome	hebdomadaire	trimestrielle
Nickel	journalière	trimestrielle
Cuivre	journalière	trimestrielle
Phosphore	mensuelle	trimestrielle
Azote global	mensuelle	trimestrielle
Nitrites	mensuelle	trimestrielle
Une fois par an au minimum, l'ensemble des prélèvements et mesures est réalisé par un organisme agréé. »		
<b>Constats :</b> Un contrôle par sondages n'a pas fait apparaître de non-conformités.		
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite		
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet		